



**ROYAUME DE BELGIQUE**  
Service public fédéral  
**Affaires étrangères,  
Commerce extérieur et  
Coopération au Développement**

# Rapport annuel 2016





## Avant-propos

### ***Dirk Achten, Président du comité de direction***

Ce rapport sur les événements de 2016 expose les changements intervenus au sein du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement. Ces changements reflètent les forces à l'œuvre dans notre pays et dans le monde. L'année 2016 a vraisemblablement connu les changements les plus radicaux depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Certaines certitudes se sont effondrées, et l'esquisse de ce qui les remplacera est encore imprécise. Des conventions qui ont sous-tendu le travail des diplomates depuis septante ans sont remises en cause par les leaders mondiaux.

Piloter notre département à travers ces profonds bouleversements est loin d'être chose aisée. Il s'agit désormais de rechercher de nouveaux points d'ancrage. Le rôle de la Belgique et de l'Europe peut et doit évoluer.

Nous suivons ces changements de très près. Nous nous adaptons rapidement, chaque fois que cela est nécessaire. Dans le même temps, nous restons fidèles aux valeurs et principes défendus et promus depuis des décennies par notre pays.

Et nous communiquons à ce propos. Ce rapport annuel en est d'ailleurs l'exemple et je nourris l'espoir qu'il contribue à une meilleure compréhension de nos actions.



**Dirk Achten**  
Président du comité de direction



## Le monde change

### *Le monde change : en 2016, l'expression prend tout son sens.*

Bruxelles, 22 mars : 32 morts et 270 blessés. Les attentats ont un impact énorme sur la vie politique et sociale durant toute l'année. La sécurité est indiscutablement la priorité. La migration est également au centre du débat politique.

Notre pays se retrouve sous le feu nourri de la presse internationale. Notre image est malmenée et il nous faudra déployer beaucoup d'efforts pour la reconstruire.

L'opposition à la mondialisation prend des formes nouvelles. La résistance à l'immigration augmente. La peur des attentats, des nouveaux arrivants, de l'islamisme radical, de la disparition de l'industrie classique et dès lors, de la perte d'emplois et de revenus, déteint sur les résultats des élections dans tout l'Occident. Les nations se replient sur elles-mêmes, dans un réflexe de protection. L'électeur plus âgé souhaite retrouver le monde rassurant de ses jeunes années, vierge de cette mondialisation qu'il ressent comme une menace.

La position des électeurs, mais aussi des leaders politiques, se modifie. D'aucuns ne considèrent plus la coopération multilatérale comme la solution, mais la voient comme la cause des problèmes. Le consensus autour de l'idée que nous progressons tous si nous coopérons mieux et éliminons les obstacles freinant la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes s'affaiblit.

Le fait que plusieurs accords multilatéraux (climat, CETA) soient conclus au prix de nombreux efforts illustre bien ce constat.

Les alliances militaires classiques se délitent également. Les États-Unis révoquent certains anciens engagements en Asie. Les obligations dans le cadre de l'OTAN ne sont plus une évidence. L'importance du facteur solidarité diminue, la tendance au chacun pour soi se fait plus présente.

Cette évolution se confirme également dans l'Union européenne : un certain nombre d'États membres dénoncent le transfert continu de souveraineté aux instances européennes. Initialement, cette opposition émanait principalement de certains nouveaux États membres et de la Grande-Bretagne, critiques de la première heure. Mais l'on constate désormais, dans des États membres fondateurs comme la France et les Pays-Bas, une tendance au renforcement de la coopération intergouvernementale classique, au détriment des institutions supranationales telles que la Commission européenne. Le pouvoir d'action des institutions européennes s'en trouve affaibli.

Pour la première fois, un État membre quitte l'UE. Cet événement nous confronte à des questions et défis inédits.

Les Nations Unies ont maille à partir avec les antimondialistes, dans la rue comme dans certains gouvernements. De nouveaux accords multilatéraux sous l'égide des Nations Unies ne sont pas finalisés. Des dirigeants politiques mettent même certains accords existants en question, ou annoncent qu'ils s'en retirent, notamment dans les domaines de la protection des réfugiés et des poursuites pénales internationales.

Dans ce nouveau monde version 2016, d'autres grandes puissances se permettent également plus de libertés, selon leur convenance. Les navires de guerre russes et chinois sillonnent ouvertement les zones sensibles des eaux internationales. En Syrie, on prend quotidiennement la mesure de la marge d'action militaire reconquise par la Russie.

La sécurité devient la préoccupation quotidienne numéro un. Les démocraties les plus éclairées proclament pendant des mois l'état d'urgence ou envoient des militaires dans les rues afin de protéger la population.

En Afrique centrale, les détenteurs du pouvoir ne jouent pas toujours selon leurs propres règles. Ils ne cèdent pas les commandes, même si les accords sont clairs et qu'il est manifestement temps de passer le flambeau. Les intérêts de la population sont rarement au centre de leurs préoccupations.

Les moyens se font rares, suite à la crise bancaire et à la crise économique qui lui a succédé dans toute l'Europe. En Belgique également, on resserre les cordons de la bourse. Si notre budget s'en trouve raboté, cet état de choses offre aussi de nouvelles perspectives qui se nomment : meilleure affectation des moyens limités, actions plus ciblées et redéfinition de nos priorités.

Les Belges habitant et travaillant à l'étranger se montrent plus exigeants vis-à-vis de nous. Ils comptent sur nos services pour satisfaire toute une série de besoins quotidiens. En temps de crise aussi, ils exigent que les ambassades et consulats aillent droit au but. Une communication rapide et précise fait partie de leurs attentes. Avis de voyage, gestion des crises et assistance : nos diplomates sont fortement sollicités. Nos produits évoluent aussi vite que le monde qui nous entoure.

Nombre des changements auxquels notre monde est confronté sont préoccupants. Ils nous entraînent dans une direction bien éloignée de la politique étrangère belge formulée dans la déclaration gouvernementale et dans le contrat d'administration. En 2016, nos principes et valeurs sont mis sous pression. Dans le prochain chapitre, vous découvrirez de quelle manière nous répondons à ces changements, comment nous défendons nos principes et valeurs, avec succès, du moins pour une part. Notre part.





## Notre département change

### *La planification politique dans un monde nouveau*

La cellule Policy Planning du département encourage la réflexion sur les changements et cherche des réponses. Les analyses approfondies du Brexit, des élections aux États-Unis, de la politique au Congo, de nos relations avec la Turquie, la Russie ou l'Iran aident à trouver de nouvelles pistes de réflexion pour notre diplomatie.

L'analyse interne promeut les échanges de vues avec nos partenaires principaux. Elle positionne notre pays aux avant-postes de la réflexion et de l'action dans de nombreux dossiers. En collaborant avec nos principaux alliés, sans prendre les devants, nous renforçons notre impact tout en restant sur le devant de la scène diplomatique.

Dans ce contexte de changement, un instrument souple d'analyse et de synthèse est indispensable. À un rythme quasi mensuel, nous nous penchons sur l'un ou l'autre domaine important de notre politique étrangère. La cellule Policy Planning sert de plateforme à cet effet.

### *Les services consulaires*

Les services consulaires sont une des composantes majeures de notre action à l'étranger. Une grande partie de notre budget, de notre personnel et de l'attention des médias est consacrée à leur fonctionnement.

En 2016, nous continuons sur la voie suivie jusqu'ici. Nous disposons désormais de passeports de qualité supérieure, dont la contrefaçon serait trop coûteuse. Ils sécurisent les voyages de nos compatriotes, ainsi que l'accès à l'espace Schengen. Notre confiance dans la qualité du passeport belge mène à un prolongement de sa durée de validité, désormais fixée à 7 ans au lieu de 5. La coopération avec les 589 communes belges revêt une grande importance.

Les ambassades et consulats aident également les Belges dans d'autres domaines. Nous leur délivrons différents types de documents, nous

leur offrons tous les services d'une administration communale. Nous fournissons conseils et assistance aux voyageurs belges en difficulté. Nous assistons les prisonniers belges et les compatriotes en cas d'arrestation, et ce n'est pas toujours une tâche aisée.

En 2016, nous renouvelons et améliorons une série de produits : le sticker de légalisation, diverses brochures, les informations sur notre site web. Les voyageurs belges peuvent désormais s'enregistrer sur Travellers Online, un site web qui permet un meilleur suivi en cas de catastrophe ou de crise. Nous négocions avec la Justice deux accords bilatéraux avec la Chine en matière de coopération judiciaire. Les consuls honoraires se voient accorder un statut amélioré.

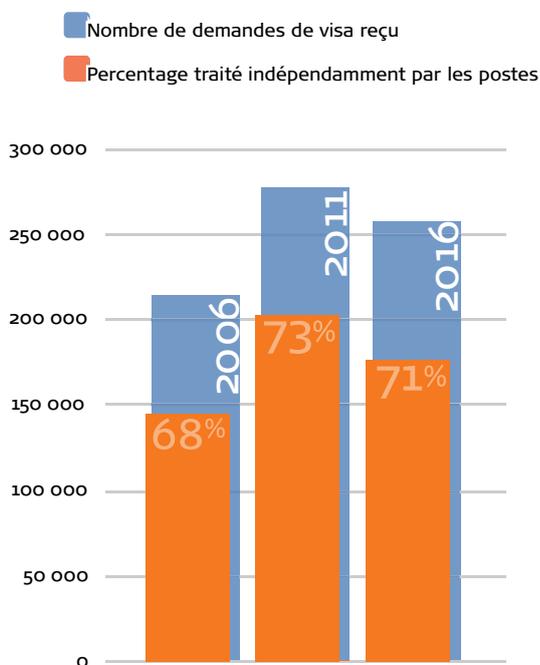


**Partez sans soucis en vacances!**  
**Inscrivez-vous sur:**  
**[www.travellersonline.diplomatie.be](http://www.travellersonline.diplomatie.be)**

Les Affaires étrangères travaillent en permanence et de façon intensive avec d'autres autorités belges. En témoigne l'organisation d'une conférence nationale sur l'usurpation d'identité. La collaboration avec l'Office des étrangers, la police et la justice ainsi que d'autres services de sécurité est un volet essentiel de notre fonctionnement.

## Visas et migration

Nos ambassades et consulats ont reçu plus de 258 000 demandes de visa en 2016. Dans 71 % des cas, c'est en pleine autonomie que nous prenons une décision. Nous soumettons les demandes restantes à l'Office des étrangers, à qui il revient alors de se prononcer.



Les demandeurs sont extrêmement satisfaits du traitement rapide et du service impeccable. L'externalisation du processus de demande vers des partenaires privés de qualité représente à cet égard un solide appui. Notre tourisme, nos universités, nos hommes d'affaires, nos politiciens, notre société toute entière tirent profit de ce service efficace. Dans le même temps, nous filtrons les demandeurs et augmentons la sécurité de notre pays. Cette combinaison complexe d'interventions est souvent assortie de grands risques. Partout dans le monde, nos diplomates et agents visa font un travail fantastique.

Par contre, notre politique d'asile est mise sous pression. En Belgique également, des voix s'élèvent et demandent que les règles de base soient réexaminées et le cas échéant modifiées, pour la première fois depuis 70 ans. Dans l'Union européenne, la migration et l'asile sont sources de division. Le consensus européen semble s'effriter. Les Affaires étrangères s'engagent à trouver des solutions équitables à ces problèmes et à défendre les intérêts de notre société, y compris devant les juridictions internationales.

Nous soutenons par ailleurs un large éventail d'initiatives pour l'accueil des réfugiés, via le budget « Consolidation de la paix » (8,8 millions d'euros en

2016). Grâce au soutien que nous apportons à la médiation, nous contribuons à la prévention et la résolution pacifique des conflits.

## L'Union européenne

Notre pays, membre fondateur de l'UE, est un adepte de la première heure de la « méthode communautaire ». Autrement dit, nous acceptons l'autorité d'une entité supranationale, qui décide au nom des États membres. Si davantage de décisions européennes étaient prises au niveau supranational et à la majorité (qualifiée), plutôt que sur la base d'un consensus, l'Europe et le monde auraient beaucoup à y gagner : c'est pour nous une évidence.

C'est toutefois l'unanimité qui préside au fonctionnement du tout jeune service diplomatique européen ; les décisions n'y sont pas prises à la majorité. Les dossiers concernant la migration, l'harmonisation fiscale, la réglementation en matière de mobilité du travail s'enlisent. En cause, l'impossibilité de parvenir à une décision à l'unanimité ou l'absence de sanctions lorsqu'une décision n'est pas mise à exécution.

Même si la situation n'évolue pas toujours dans le sens souhaité, notre contribution est plus qu'appréciable. La Belgique parvient à s'imposer dans la cour des grands. En 2016, notre pays se distingue à nouveau par ses prises de positions modérées mais affirmées, ainsi que par son bon sens. Les négociateurs belges dans le cadre du Brexit comptent parmi les acteurs clés des discussions.

La finalisation de l'Accord économique et commercial global avec le Canada (mieux connu sous l'acronyme anglais CETA) donne du fil à retordre. Un veto (interne) belge mis à sa signature interrompt le processus pendant une brève période. Dans ce dossier, la Belgique ne se montre pas sous son meilleur jour. La logique veut pourtant qu'un débat sur les effets de la mondialisation puisse également avoir lieu en Belgique, ce qui implique forcément des conséquences.

La diplomatie économique est au cœur des priorités européennes. Cependant, la thématique de la sécurité n'est pas loin de lui ravir la première place, et la talonne de plus en plus, jour après jour. Nous voyons l'Union, dans son essence même, se transformer à une vitesse stupéfiante.

## Accords commerciaux

Le consensus belge sur l'importance du libre-échange et des accords connexes reste toutefois sans faille. Prenons l'exemple du dossier du Brexit : seule une minorité d'acteurs met en doute la nécessité de préserver les relations commerciales avec le

Royaume-Uni, malgré sa décision de sortir de l'UE. Dans le même ordre d'idées, les débats dans le cadre du dossier CETA ne portent pas tant sur la question du libre-échange que sur des phénomènes périphériques, tels que l'arbitrage ou la protection du consommateur et de secteurs plus fragiles comme l'agriculture. Au niveau belge, nul ne préconise l'instauration de tarifs d'importation majorés pas plus que des sanctions en cas de délocalisation.

Cela étant, tout n'est pas gris à l'horizon des accords internationaux. L'UE signe de nouveaux accords-cadres avec la Nouvelle-Zélande, le Canada et Cuba. Les pourparlers en vue de la signature d'accords commerciaux avec la Tunisie, la Côte d'Ivoire, le Ghana, l'Équateur, la Colombie, le Pérou, la Jordanie, l'Ukraine et le Viêt Nam progressent. L'Europe se lance résolument dans l'aventure numérique et consolide plusieurs instruments de promotion des investissements.

Les sanctions commerciales liées à des actes politiques sont parfois malaisées à appliquer. Les mesures prises à l'encontre de la Russie au lendemain de l'annexion de la Crimée se heurtent encore à des protestations.

Le SPF entame une réflexion stratégique sur un plan opérationnel (contingency planning) destiné à apporter une réponse aux questionnements liés au libre-échange et aux accords commerciaux. L'équation doit prendre en considération les pouvoirs revus et élargis des parlements des entités fédérées. Une nouvelle donne qui, si elle complique le rôle de coordination incombant aux Affaires étrangères, nous place encore plus au cœur de l'action extérieure belge.

## Diplomatie économique

À nouveau une année très chargée sur le plan des missions commerciales.

Deux visites d'État et deux missions princières sont au programme. Le couple royal se rend en visite au Japon (9-15 octobre) et aux Pays-Bas (28-30 novembre), tandis que la princesse Astrid dirige les missions économiques en Indonésie (12-19 mars) et au Texas (3-11 décembre).



Ces missions reposent sur un jeu complexe d'interactions entre toutes les autorités fédérales et régionales de notre pays. Dans le cadre de sa mission de coordination, le SPF coopère avec l'Agence pour le commerce extérieur. Objectif numéro un pour 2016 : soigner l'image gastronomique de la Belgique, en collaboration avec les agences chargées du tourisme dans les trois Régions. Notre diplomatie économique reste fortement engagée en faveur du commerce et des investissements.

Tout au long de l'année, nos ambassadeurs soutiennent aussi des missions économiques sectorielles ou thématiques, fréquemment organisées à l'initiative de Régions, de provinces ou de villes.

## Les pays voisins

Rien de plus logique que nos voisins continuent à bénéficier d'une attention particulière. Partenaires commerciaux de premier ordre, ils sont aussi nos partenaires naturels en matière de politique étrangère.



Un traité sur la rectification de la frontière commune est signé par les ministres des Affaires étrangères durant la visite d'État aux Pays-Bas. Notre pays accueille le président allemand Joachim Gauck en mars. La Belgique organise la première réunion informelle des chefs d'État des pays germanophones, à laquelle participent l'Allemagne, la Suisse et le Luxembourg. Le 1er novembre, un diplomate belge accède à la présidence de la Commission centrale pour la navigation du Rhin (CCNR), dont l'objectif est de garantir la libre navigation sur le Rhin. L'étroite coopération policière et judiciaire avec la France permet d'engranger de nouveaux résultats dans la lutte contre le terrorisme. Les relations avec le Royaume-Uni sont assombries par le projet de sortie de l'Union européenne, même si sur le plan bilatéral, le temps est au beau fixe.

Enfin, le Benelux – qui sera présidé en 2017 par notre voisin du Nord – a le vent en poupe. Pays-Bas, Belgique et Luxembourg investissent dans le minilatéralisme, synonyme de pragmatisme, de rapidité et d'efficacité au service d'une population de près de 29 millions d'âmes.

### *Le voisinage de l'Union européenne*

C'est la Turquie qui accapare quasiment toute l'attention politique. Notre relation s'inscrit dans le contexte plus large du rôle crucial joué par Ankara dans la guerre en Syrie, de la crise migratoire et des négociations d'adhésion à l'UE, mises en sommeil. L'onde de choc causée par la vague d'attentats terroristes et le putsch avorté se propage jusqu'à nous. La profonde division de la communauté turque face aux événements provoque des heurts et dégénère même en affrontements.

Malgré ces circonstances, notre pays tente de maintenir des relations bilatérales diversifiées et de qualité.

Nos relations avec la Russie restent tendues, notamment en raison des sanctions découlant de l'occupation de la Crimée. Le secteur agricole belge est la principale victime des mesures de rétorsion russes. Moscou, piqué au vif à chaque critique, soutient que notre pays a bombardé des civils en Syrie. Infirmer cette accusation infondée demande une somme incalculable d'efforts.

Notre pays met tous ses moyens en jeu pour contribuer à la cessation du conflit syrien. Nous soutenons les efforts des Nations Unies et de la coalition militaire à laquelle nous participons. La Belgique apporte une aide humanitaire considérable et alloue des financements destinés à renforcer la stabilité. Les pays voisins de la Syrie qui ouvrent leurs portes aux réfugiés en bénéficient également.

En Iraq, la Belgique met des F-16 et des formateurs à la disposition de la campagne militaire visant à repousser Daesh. Notre aide comporte aussi un volet humanitaire et une contribution aux efforts de stabilisation. Notre pays s'engage dès à présent à soutenir la reconstruction.

La diplomatie belge continue d'œuvrer en faveur du développement des Territoires palestiniens, en concertation avec l'autorité palestinienne, Israël et la communauté internationale. En décembre, nous organisons une conférence économique sur cette thématique à Bruxelles.

### *En passant par l'Afrique...*

La région des Grands Lacs retient toujours l'attention.

Durant des semaines, nous avons retenu notre souffle. Au bout du compte, le Congo est parvenu à un accord politique pour l'organisation de la transition et la tenue d'élections en 2017. Nous suivons de très près l'évolution de la situation, préoccupés de la sécurité de nos compatriotes mais aussi, avant toute chose, du bien-être de la population congolaise, première victime de l'incertitude et de l'instabilité.

Eu égard à la situation très volatile au Burundi, nous nous intéressons en priorité au progrès des négociations politiques et à la protection des minorités. Les problèmes d'insécurité à la frontière avec le Congo perdurent.

Notre présence en Afrique centrale reste le moteur de notre politique africaine. Nous investissons dans une toute nouvelle ambassade à Kinshasa, qui ouvrira ses portes au printemps 2017. Nous voulons allier la juste dose d'accessibilité et d'hospitalité à l'impératif de sécurité tant pour les employés que pour les visiteurs. Et pour compléter le tableau, le nouveau bâtiment est neutre en carbone, une première en Afrique subsaharienne. Une raison de fierté nationale.



Les problèmes auxquels ces pays doivent faire face coexistent avec un contexte de croissance économique et de développement du continent africain. Les progrès rapides dans le domaine de la santé (mortalité infantile en régression, meilleure espérance de vie) et la multiplication des investissements expliquent pourquoi les résultats économiques de l'Afrique sont loin d'être catastrophiques. Entreprises européennes, américaines et canadiennes investissent à tour de bras, la Chine et l'Australie n'étant pas en reste. Dans le domaine de l'extraction des matières premières, mais également du développement agricole. Grâce à un désenclavement accru (téléphonie mobile, production d'électricité à petite échelle), les Africains sont plus nombreux à se connecter au reste du monde, y compris pour des transactions financières.

Une évolution de première importance soutenue par la Belgique, qui investit dans les nouvelles technologies.

### *... et le continent américain*

J'ai déjà évoqué précédemment les développements aux États-Unis. La campagne électorale, loin des sentiers battus, a livré un résultat inattendu. Pour nous aussi, le temps est sans doute venu de procéder à un réexamen approfondi de la politique étrangère menée tant sur le plan bilatéral et multilatéral que dans le cadre de l'Union européenne. La réflexion sur ces trois axes de notre action est bien engagée.

Les relations avec le nouveau gouvernement canadien sont excellentes, malgré l'atterrissage difficile du CETA. Dans l'exercice de sa politique étrangère, le Canada s'appuie résolument sur le traditionnel consensus à l'européenne. Un état de choses qui permet une coopération constructive et rend les décisions canadiennes très intelligibles.

Saluons la réconciliation historique en Colombie, qui vaut un prix Nobel à son président. À Cuba, le décès de Fidel Castro précède de quelques jours à peine la signature d'un nouvel accord de coopération politique avec l'UE. En mars, un président américain avait foulé le sol cubain pour la première fois depuis la révolution.

### *L'Asie, moteur de l'économie mondiale*

Le développement économique de la Chine se poursuit et le pays continue à gagner en influence régionale, ce qui permet à l'empire du Milieu, comptant près de 1,4 milliard d'habitants, de retrouver un statut international. C'est la Chine qui détermine la politique asiatique de notre pays dans toutes ses dimensions : économique, militaire et bilatérale.

Tout d'abord, sur le plan économique, Pékin s'affirme davantage. Non seulement la Chine préside le G20, mais ce géant économique est également le chef de file asiatique en matière de travaux d'infrastructure et de questions climatiques. La Chine investit par ailleurs à grande échelle dans le monde entier, y compris en Belgique. Les entreprises publiques chinoises participent à la nouvelle politique Go Global du gouvernement.

Ensuite, au niveau militaire, nous constatons une présence chinoise accrue dans les mers de Chine méridionale et orientale. Pékin pèse lourdement sur l'agenda et la cohésion de la coopération ANASE et occupe une place prépondérante dans les dialogues et les partenariats régionaux tels que l'ASEM et l'APEC. De plus, la relation avec la Corée du Sud, le Japon et Taiwan se trouve souvent sous pression, mais la Chine met ses intérêts en avant sans états d'âme.

Enfin, impossible de concevoir le paysage bilatéral sans la Chine. Pékin veut investir dans notre pays et sa démarche est couronnée de succès dans la plupart des cas. La Chine exige le respect de ses intérêts, par exemple à Taiwan ou au Tibet. Des dossiers culturels, la coopération universitaire et la diplomatie du panda s'invitent aussi de plus en plus dans la relation bilatérale.

Le premier ministre Michel visite la Chine en octobre. Le SPF joue un rôle clé dans l'harmonisation de nos intérêts et l'étoffement des dossiers de manière à présenter une contre-offre substantielle à la prédominance chinoise dans notre relation bilatérale.

### *Coopération au développement*

Depuis la refonte de la liste des pays partenaires, notre aide bilatérale au développement se concentre presque exclusivement sur les pays africains. Ceux-ci ont en effet le plus à y gagner et notre expertise s'avère être la plus efficace sur ce continent.

Nous sommes actuellement actifs dans 14 pays : Bénin, Burkina Faso, Burundi, République démocratique du Congo, Guinée, Mali, Maroc, Mozambique, Niger, Ouganda, Territoires palestiniens, Rwanda, Sénégal et Tanzanie. Le nombre d'organisations multilatérales avec lesquelles nous coopérons se réduit, passant de 20 à 15. Une attention plus ciblée permet de limiter la dispersion, y compris dans la coopération non gouvernementale.



Les objectifs de développement durable fixés fin 2015 par l'ONU sont nos lignes directrices. La politique belge de développement accorde une attention prioritaire à une meilleure utilisation de la technologie numérique et des mégadonnées (big data) au service du développement.

En parallèle, nous œuvrons à accroître la transparence de nos flux d'aide, ce qui nous permet d'enregistrer en 2016 l'une des plus belles progressions au niveau de l'indice de transparence de l'aide (Aid Transparency Index) 2016.

## Diplomatie et sécurité

La sécurité est un thème central de ce rapport. Le consensus autour de l'idée que les États membres européens de l'OTAN doivent aussi investir davantage dans la sécurité gagne du terrain. Le dividende de la paix, qui avait conduit à une réduction substantielle des investissements militaires, surtout à partir de 1989, semble épuisé. Si la pression qu'exercent les États-Unis s'accroît, il en va de même au sein de l'Europe.

Aux thèmes classiques de notre politique, à savoir le désarmement, la non-prolifération et l'interdiction des armes inhumaines vient s'ajouter le rôle de lutte contre le terrorisme.



Notre pays brigue un nouveau mandat de deux ans au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous bénéficions d'une grande crédibilité et sommes en mesure de présenter un palmarès impressionnant.

La sécurité, cela englobe également la stabilité mondiale, le développement durable et la maîtrise du changement climatique. Dans ces domaines également, des agents de qualité et d'importants budgets nous permettent de nous distinguer dans les enceintes onusiennes et partout dans le monde.

Parmi toutes les priorités, la défense des droits de l'homme occupe une place centrale. En qualité de membre actif du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, nous veillons à leur respect et luttons contre l'impunité. L'abolition de la peine de mort, l'attention portée à la liberté d'expression, les droits des enfants et des femmes ainsi que la lutte contre la discrimination constituent les fers de lance de notre politique.

## Diplomatie et droit

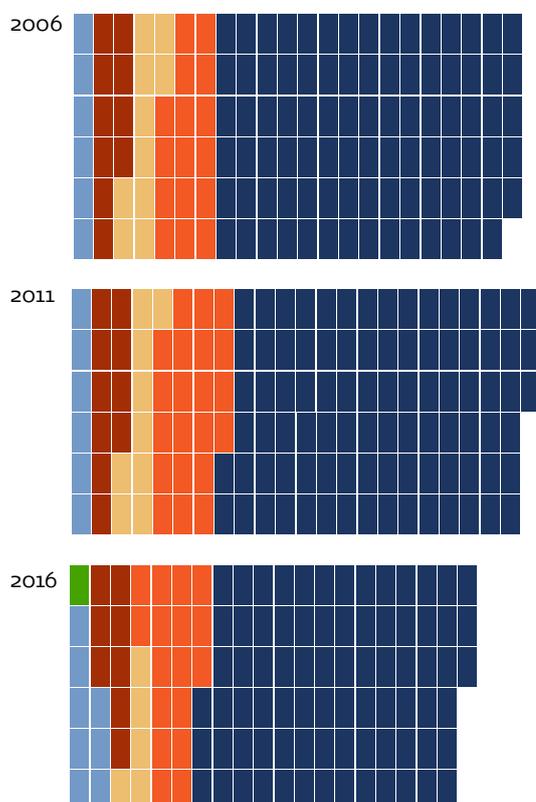
Le fait en surprendra sans doute plus d'un : le SPF intervient régulièrement dans des procédures. L'ordre juridique international est une source de préoccupation majeure, car il entre souvent en contradiction avec la souveraineté des États. La Belgique défend traditionnellement la légalité internationale, même lorsqu'elle entre en conflit avec la justice belge.

Le SPF défend à maintes reprises l'immunité d'État et l'immunité diplomatique de représentants étrangers dans notre pays. En cas de violation de l'immunité d'un diplomate ou d'un État en Belgique, le département agit pour protéger les intérêts du pays concerné.

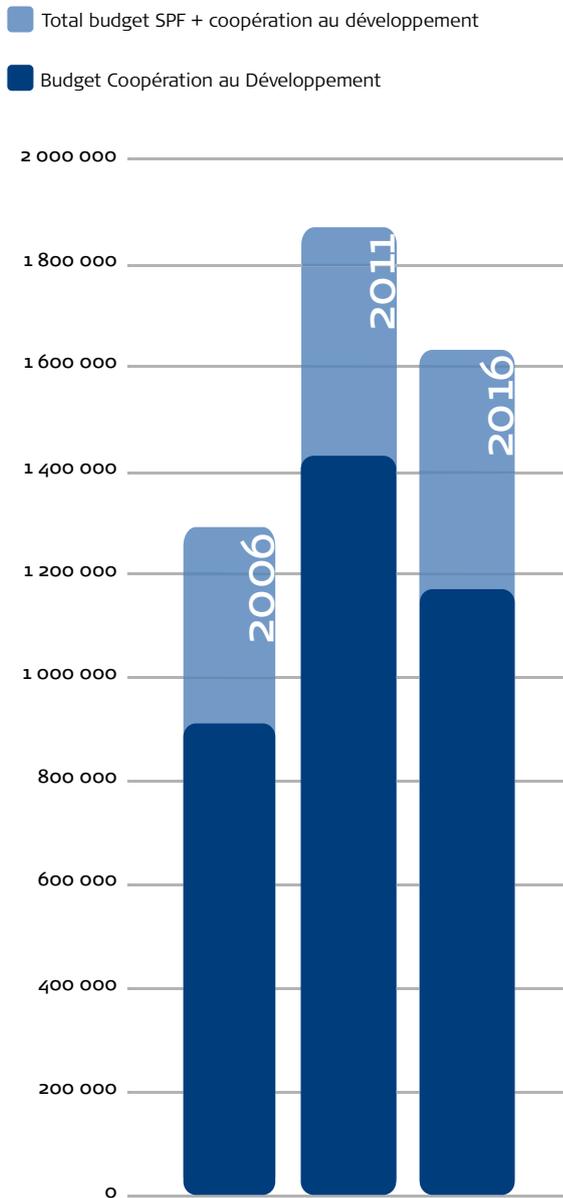
La Belgique est fortement représentée dans les tribunaux internationaux. Nous consentons des efforts soutenus à cette fin, y compris au niveau de la réforme de ces tribunaux et de la réglementation. En 2016, notre département joue un rôle important au sein de diverses juridictions de l'Union européenne ainsi que dans le fonctionnement du Conseil de l'Europe, de la Cour pénale internationale et, de manière générale, dans la lutte contre l'impunité.

## Personnel, budget et informatique

Le fonctionnement interne de notre département mérite également d'être abordé dans ce rapport. Les attributions du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement sont très variées. La réalisation de toutes nos missions requiert donc un nombre important d'agents et des moyens tout aussi considérables.



Or, ces moyens fondent comme neige au soleil. En dix ans, nous perdons 11 % de notre budget et 20 % de notre personnel. En cinq ans, nous fermons 15 des 131 ambassades et consulats. Ces faits ne sont peut-être pas surprenants en ces temps de contraintes budgétaires mais s'y adapter exige de la créativité et parfois un ajustement des priorités.



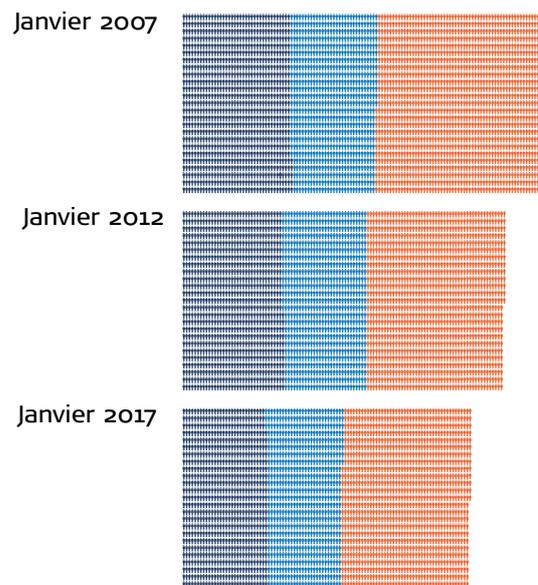
L'organisation se renouvelle rapidement. Un nouveau règlement de travail, l'abandon de la pointeuse, le télétravail pour un nombre croissant de collègues : travailler indépendamment de la contrainte horaire et géographique est désormais une réalité. L'évaluation s'inscrit dans un cadre de modernité et nous introduisons un nouveau code de déontologie.

Notre parc immobilier évolue également. Nous investissons 28 millions d'euros dans des rénovations, des constructions et des acquisitions

à Nairobi, Vienne, New Delhi, Kinshasa, Paris, Washington, Pretoria et Bogota. Nous construisons une nouvelle résidence à Sao Paulo ; nous intégrons deux représentations dans un seul bâtiment à Rome. Une gouvernance moderne permet davantage de sécurité, de confort et surtout un meilleur service.

De nombreux collègues prennent leur retraite : les baby-boomers sont aussi parmi nous. Mais nous recrutons aussi 43 collaborateurs de la nouvelle carrière extérieure intégrée. Des agents polyvalents formés à l'assistance consulaire, à la diplomatie bilatérale et multilatérale classique ainsi qu'à la coopération internationale. Nous portons une attention particulière à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes et à une politique familiale juste.

-  Personnel au siège central
-  Personnel en poste, expatrié
-  Personnel en poste, recruté localement



Notre parc informatique rajeunit lui aussi. Le travail à domicile sur des ordinateurs portables, l'accès à Internet via le Wi-Fi pour le personnel et les visiteurs, l'introduction de tablettes et le système « bring your own device » : nous sommes incontestablement à la page. Cependant, la convivialité pour l'utilisateur souffre au quotidien des exigences en matière de sécurité. Notre nouveau Cyber Security Operations Center veille au grain.

L'Autorité nationale de sécurité (ANS) contribue également de manière substantielle à la sécurité de notre pays. Avec leur propre site web, une communication aussi claire que possible et un travail intense en coulisses, ces agents aident, le cas échéant, à assurer le maintien de nos normes nationales au niveau international le plus élevé.

### *Diplomates étrangers en poste à Bruxelles*

La gestion de la communauté diplomatique à Bruxelles exige une attention toute particulière. Il s'agit de trouver le juste équilibre entre leur statut protégé et les intérêts de notre société. Les diplomates jouissent de l'immunité mais nous les invitons instamment à respecter la loi et à payer les amendes en cas d'infraction, comme les autres habitants de notre pays. Une approche couronnée de succès. Nous veillons au traitement digne du personnel de service et au respect de notre code de la route.

La Belgique accueille un nombre extraordinairement élevé de visiteurs VIP. En 2016, nous avons reçu près de 6 000 dignitaires qui exigent tous un traitement spécial en matière de protocole et de sécurité. Le Palais d'Egmont joue un rôle crucial à cet égard. Ce splendide bâtiment, riche de 500 ans d'histoire, accueille 451 repas et réceptions, conférences et séminaires. Notre service du protocole fonctionne à l'instar d'une entreprise moderne, dont les revenus sont réinvestis dans les bâtiments et équipements.

### *Communication*

Les Affaires étrangères font de l'excellent travail. Nos agents ne ménagent pas leurs efforts. Nos messages sont clairs et témoignent d'une bonne concertation. Notre réseau compte parmi les meilleurs au monde, et nous sommes l'un des ministères des Affaires étrangères les plus performants du globe, assurément si l'on tient compte de notre taille. Les journées de travail de nos agents sont plus que remplies.

Être performant, c'est une chose, mais encore faut-il le faire savoir. Il importe donc de donner une place de choix à la communication y relative en intégrant cette dimension en amont de toute activité.

Le SPF investit en 2016 dans le développement d'un certain nombre de nouveaux outils et de produits destinés à mieux soutenir nos postes dans leurs stratégies de communication. Une grande attention est accordée à la diplomatie publique et aux médias sociaux. Nous investissons dans une meilleure communication interne, y compris avec les postes à l'étranger.



## Chiffres

Budget	2006*	2011*	2016*
Budget SPF (excl. CD)	409 456	460 385	476 712
Budget Coopération au développement	903 347	1 406 191	1 163 870
<b>Total</b>	<b>1 312 803</b>	<b>1 866 576</b>	<b>1 640 582</b>

\*Montant en liquidation (en milliers d'euros). Si on tient compte avec l'inflation le budget a diminué avec presque 20%

Carrière (ETP)	janvier 2007	janvier 2012	janvier 2017
Personnel au siège central	954,91	885,52	757,55
Personnel en poste, expatrié	758,9	739,5	651
Personnel en poste, recruté localement	1 454,60	1262,25	1 129,20
<b>Total</b>	<b>3 168,41</b>	<b>2 887,27</b>	<b>2 537,75</b>

\*en milliers d'euros

Postes	2006	2011	2016
Ambassades	89	89	78
Consulats généraux	16	21	17
Consulats	10	9	5
Représentations Permanentes	10	10	8
Bureaux de Coopération/diplomatique *	6	6	8
Autres**	0	0	1
<b>Total</b>	<b>131</b>	<b>135</b>	<b>117</b>

\*Il s'agit uniquement des bureaux de coopération là où il n'y a pas de poste diplomatique belge: Bamako, Cotonou, Maputo, Niamey, Quito, La Paz. Vingt-et-un bureaux sont installés dans les locaux d'une ambassade, d'un consulat général ou d'une Représentation Permanente.

\*\*Taipei

Visa	2006	2011	2016
Nombre de demandes de visa reçu	215 882	278 592	258 455
% traité indépendamment par les postes	68	73	71



## Colophon

SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement  
Service Media & Communication (P&C3)  
Rue des Petits Carmes 15  
1000 Bruxelles  
Tél. +32 501 81 11  
[diplomatie.belgium.be](http://diplomatie.belgium.be)

Copywriting (FR), mise en forme et mise en page : P&C3

Copyright photos: SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement

Éditeur responsable:  
Dirk Achten, Rue des Petits Carmes 15, 1000 Bruxelles

Les données figurant dans la présente publication sont purement informatives.  
Elles n'engagent nullement le SPF sur le plan juridique.

2017



**ROYAUME DE BELGIQUE**  
Service public fédéral  
**Affaires étrangères,  
Commerce extérieur et  
Coopération au Développement**

